Les subsides

Malheureusement, toutefois, la motion est inscrite au nom du député du Yukon. Celui-ci nous a servi aujourd'hui une forte dose de fausse bravade. Je me dois, je crois, de faire une mise au point à l'égard de certains points qu'il a soulevés. Il a accusé le gouvernement de miner délibérément et sans arrêt le processus parlementaire et de faire fi des traditions du Parlement. D'abord, il s'est longtemps plaint du rôle du premier ministre (M. Trudeau) à l'égard d'un débat sur les affaires internationales et du fait que celui-ci ait publié un communiqué au sujet des missiles de croisière. Voyons si c'est là une argumentation valable, ce que je ne crois pas.

Le leader du gouvernement à la Chambre (M. Pinard) a fait remarquer que l'opposition disposait de 25 journées par année et que ce sujet aurait pu être choisi n'importe quand et débattu à la Chambre. Il y a eu onze jours de débat des subsides depuis Pâques, mais l'opposition a toujours choisi d'y débattre d'autre chose. C'est parfait, mais on ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Anciennement, nous avions l'habitude, me dit-on, de tenir un débat de deux jours sur les affaires internationales. J'estime que le député du Yukon a une mémoire sélective. Je lui ai signalé que, au début de la présente session, en juillet, nous avons tenu un débat de deux jours sur les affaires internationales, deux jours qui ont été défalqués du temps réservé au gouvernement. Le député du Yukon a bondi, pour affirmer que ce que je disais c'était du galimatias. Il n'a pas contesté l'exactitude ou la véracité de la chose, il a simplement lancé cette bêtise. S'il n'en tient qu'à moi, monsieur le Président, vivement la semaine prochaine pour ne plus avoir à supporter cela de la part du chef de l'opposition!

Il y a eu également un débat d'initiative parlementaire au sujet du missile de croisière. La motion était inscrite au nom du député de Battlefords-Meadow Lake (M. Anguish). Mon parti était d'accord pour que ce sujet soit inscrit en tête de liste du consentement unanime. Un député conservateur, je pense qu'il s'agissait du député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), a dit non et donc la chose a été bloquée. Quand nous sommes passés à l'autre projet de loi d'initiative parlementaire qui était prévu pour cette journée-là, il y a eu un vote pour passer à un autre et mon parti a appuyé cette proposition.

En ce qui concerne la lettre publiée par le premier ministre, il est patent qu'il a reçu des milliers et des milliers de lettres à ce sujet, et c'est ce qui fait qu'il a voulu leur donner une réponse d'ensemble. C'est une façon correcte d'agir, et il aurait sans doute été critiqué s'il avait balancé toutes ces lettres à la corbeille sans y répondre. On ne saurait plaire à tout le monde.

Le chef de l'opposition s'est plaint du rôle joué par le premier ministre à Williamsburg, comme si à cette occasion il avait ridiculisé les traditions parlementaires. Selon lui, il n'était pas convenable que le premier ministre joue le rôle d'arbitre entre les deux superpuissances. Je pense qu'il est trop partie au débat pour être objectif. En réponse aux questions qui lui sont posées presque quotidiennement à la Chambre depuis quelques mois, spécialement par le NPD, le premier ministre a répété que le gouvernement canadien est d'accord pour rester à l'OTAN, et il a réitéré notre appui à l'Alliance occidentale. Je suis fier que le premier ministre et le gouvernement s'en tiennent fermement à notre participation à l'OTAN,

tout en cherchant à exercer une influence modératrice sur les questions de désarmement.

Peut-être la presse mondiale est-elle plus objective que la nôtre. En tout cas, elle a dit que le premier ministre a été une des figures marquantes du sommet de Williamsburg. Franchement, je suis fier de ce qu'il y a fait.

Le chef de l'opposition s'est plaint de ce que l'encre d'un budget avait à peine eu le temps de sécher avant l'arrivée d'un nouveau budget. Il exagérait un peu, comme il sait si bien le faire. Je ne peux me rappeler d'une journée, après la présentation d'un budget, où il n'ait pas réclamé un nouveau budget. Il devrait se faire une idée.

Le chef de l'opposition déplore que le gouvernement soit trop interventionniste. Or, il dit que nous n'intervenons pas suffisamment pour lutter contre le chômage. Selon lui, faudrait-il placer tout le monde sur la liste de paye du gouvernement afin de résoudre le problème? Il se plaint que nous n'intervenons pas assez à l'égard des taux d'intérêt non plus. A son avis, devrions-nous les subventionner? Est-ce bien ce que pense le chef d'un parti qui se prétend l'ardent défenseur de la libre entreprise et du libre jeu des forces du marché?

Voilà de quoi le chef de l'opposition parle aujourd'hui. Somme toute, beaucoup de paroles en l'air, ce qui est indigne d'une personne occupant un poste à mon avis très important au Parlement, celui de chef de l'opposition.

Le député de Saint-Jean-Est a souligné que le Parlement est en difficulté. Selon moi, cela s'explique de bien des façons et je tâcherai d'être objectif. D'abord, l'opposition officielle n'a jamais pu oublier les dernières élections. Elles l'ont démoralisé, divisée. Ensuite, elle a dû faire face à des problèmes de direction. Je crois également que le fait que notre parti ait gagné tous les sièges au Québec, sauf un, et qu'il ait été oblitéré dans les trois provinces les plus à l'Ouest du pays, a dans une certaine mesure contribué aux divergences régionales. On s'en est rendu compte dans les cas de la constitution et du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau.

L'opposition officielle a tenté de détourner l'attention du public de ses problèmes internes en provoquant des crises à la Chambre. Il y a eu celle de la sonnerie. On a soulevé plus de 100 rappels au Règlement, de questions de privilège fallacieuses à propos de la constitution et on a ralenti le processus législatif, jusqu'à presque tout paralyser. Or, selon les sondages, on pourrait croire qu'il a agi en toute immunité et impunité, car il en ressort gagnant. J'espère que les députés d'en face n'iront pas croire que c'est en raison des tactiques de l'opposition. Je crois qu'ils mènent dans les sondages en dépit de ces tactiques et parce que nous avons traversé une période de sérieuses difficultés économiques. N'importe quel gouvernement au pouvoir subirait le même sort que nous sans doute. Je ne crois pas que ce soit dû à ces tactiques. A mon avis, lorsque nous entrerons dans une nouvelle étape, après les événements de la fin de semaine, il faut espérer que l'on oubliera cette façon de procéder, qu'elle vise à favoriser ou à entraver le fonctionnement du Parlement, et que l'on envisagera les choses sous un angle plus